«Jean-Marie Bockel - Centrafrique : état d'urgence»

05/10/2013

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Jean-Marie Bockel - Centrafrique : état d'urgence

La République centrafricaine où la situation dramatique se dégrade de jours en jours, bascule peu à peu dans la pire des guerres civiles sur fond de banditisme et tensions communautaires. Les autorités auto-proclamées du pays ne savent visiblement plus faire face à cette tragédie.

C'est pourquoi, je demande instamment à la France de mobiliser la communauté internationale afin de prendre toutes les mesures adéquates pour protéger le peuple centrafricain et aider la Centrafrique à sortir du chaos actuel.

Il apparait comme évident que les auteurs de tels agissements, que ce soit des crimes de guerre, l'utilisation d'enfants soldats ou bien encore d'actes de barbarie envers les femmes soient identifiés et sévèrement punis par le droit qu'il soit national ou international.

Notre pays qui dispose d'une présence militaire significative protégeant notamment l'aéroport et assurant la sécurité des ressortissants français qui résident à Bangui, est bien placé pour prendre des initiatives et trouver toute sa place dans le règlement de ce conflit.

J'encourage et appuie les actions menées par la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous l'égide de l'Union Africaine (MISCA) et reste convaincu qu'un renforcement de son dispositif s'avère nécessaire et fondamental pour mettre fin à cette crise politique mais surtout humaine qui sévit dans un pays dévasté par des années de conflits et de troubles gouvernementaux.

Les Nations Unies, avec le renforcement de l'implication française dans ce cadre, doivent apporter leur soutien à cet engagement multilatéral.

La France a décidé, à juste titre, de réunir, à Paris, mi-décembre, une Conférence sur la Sécurité et la paix en Afrique. Espérons que cette rencontre permettra de constater et de mettre en exergue les avancées, progrès et efforts entrepris pour sortir de la tragédie que vit actuellement ce pays, qui pourrait devenir de surcroit un nouveau foyer de déstabilisation et de terrorisme en Afrique.

La France s'honorerait à prendre la tête d'une mobilisation internationale pour que la République Centrafrique redevienne un État de droit.

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : @UC_Senat
Facebook : SenateursUDIUC